

NTELA

_____ N° 06, Juillet-Décembre 2023 _____



ISSN : 2789-3588

**Revue du Centre Universitaire de Recherche
sur l'Afrique (CURA)**

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Couverture : Figure de chasseur bantou de l'Afrique centrale. Statuette collectée par le Laboratoire d'Anthropologie et d'Histoire (actuelle Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi), entre les années 1975 et 1980. Dans les langues kongo de cette sous-région, le bon chasseur est justement appelé « *NTELA* ». Par métonymie, ce nom symbolise l'homme constamment animé par la quête des savoirs et des connaissances ; un scientifique qui cherche, qui trouve et qui partage ses trouvailles avec les autres au moyen de la publication.

Les opinions exprimées dans les différents textes publiés ici sont celles de leurs auteurs. Elles n'engagent nullement la Revue *NTELA*

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
E-mail : cura.congobrazza@gmail.com

NTELA

____ N° 06, Juillet-Décembre 2023 ____

ISSN : 2789-3588

**Revue du Centre Universitaire de Recherche
sur l'Afrique (CURA)**

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Publications semestrielles de la Revue NTELA

Directeur de publication

Jean Félix YEKOKA

Rédacteur en chef

Dieudonné MOUKOUAMOU MOUENDO

Comité de rédaction

Jacques Nkeoua Oumba, Paul Kibangou, Régina Patience Ikemou, Rony Dévyllers Yala Kouanzi, Samuel Kidiba, Didace Kevin Kouloungou Bounbou, Jean-Bruno Bayette, Dreid Miché Kodia Manckessi.

Comité scientifique

Jean-François Owaye, Professeur, Université Omar Bongo (Gabon), Miche-Alain Mombo, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Georges-Claude Tshund'Olela, Professeur, Université de Kinshasa (RD. Congo), Omer Massoumou, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Françoise Blum, Professeur, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne (France), Bienvenu Boudimbou, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Joachim Emmanuel Goma-Thethet, Professeur, Adon Simon Affessi, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Université Marien Ngouabi (Congo), Dieudonné Tsokini, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Pierre Yvon Ndongo Ibara, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Joseph Zidi, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Henri Yambéné Bomono, Professeur, Université Yaoundé 1 (Cameroun), Jean Félix Yekoka, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Rogacien Tossou, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Université Marien Ngouabi (Congo), Yvon-Norbert Gambeg, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Sophie Pulchérie Tape, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Amuri Mpala Lutébélé, Professeur, Université de Lubumbashi (RD. Congo), Didier Ngalebaye, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo).

Infographie : Dreid Miché KODIA MANCKESSI

SOMMAIRE

Éditorial	11
------------------	----

Articles

I. HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

Les relations conflictuelles entre l’Ethiopie et l’Erythrée : de la guerre d’indépendance au conflit frontalier de 1961 à 2000

Lucien EPIMI GUIA.....15

L’électrification du Gabon : entre réussites et échecs (1997-2007)

Stéphane William MEHYONG.....41

Distribution spatiale des restaurants de rue à Diata (Brazzaville) : une réponse quotidienne au chômage

Christian MALIKI, Gerdianie Murielle LOUVET NZOUSSI.....67

Variabilité pluviométrique dans la vallée du Niari (République du Congo) : entre perception paysanne et stratégies d’adaptation locale

Martin MASSOUANGUI-KIFOUALA.....83

II. PHILOSOPHIE-PSYCHOLOGIE

Les notions d’espace et de temps dans l’esthétique transcendantale d’Emmanuel Kant

Vianney Davy Chrislain KIABIYA.....103

Connaissance et métaphysique chez René Descartes

Pierre Hubert MFOUTOU.....123

Le visage de l’enfant chez Nietzsche : une figure de création

Florent MALANDA-KONZO.....137

Maât pharaonique comme perspective d’une contre-histoire de la philosophie

Jacques Gervais OULA.....153

Ontologie et éthique dans la philosophie de Martin Heidegger

Amana Toyo DASIMWAI.....181

Psychologie de l’albinisme en République du Congo

Flore LOUSSAKOUMOUNOU née DIAFOUKA BITSOUA.....199

III. SOCIOLOGIE-ANTHROPOLOGIE

Le « *Kómbó* des goudronniers » : Un nom-sujet de la violence de l'imaginaire chez les jeunes de Libreville

Célestine KOUMBA, Jeannine Scarlett MOUSSAVOU OUNDOUGA.....227

Production cacaoyère en Côte d'Ivoire : entre paupérisation et résilience des cacaoculteurs de Bouaflé et Méagui

Yao François KOUAKOU, Konan Séverin MLAN, Affouda Abel ADJET.....255

Modes institutionnels locaux de gestion des litiges intercommunautaires en campagnes ivoiriennes : L'exemple du village de GOYA-1 dans la Sous-Préfecture de Guiglo à l'Ouest de la Côte d'Ivoire

Lassina KONE.....277

Football féminin : entre sexisme et valorisation de l'image de la femme au Cameroun

Daniel DAMAIGUE.....299

IV. SCIENCES DE L'ÉDUCATION-SCIENCES DU LANGAGE

La question de la réussite scolaire des filles déplacées internes dans l'enseignement primaire au Burkina Faso

Dasmané MOGMENGA, Madeleine KABORE.....323

Impact des activités ludiques sur l'enseignement-apprentissage de l'oral en français chez les apprenants du cycle primaire en Côte d'Ivoire

Joël MAHAN, Séraphin Désiré ASSAMOI.....339

Structures de la phrase passive en kituba

Guy-Roger Cyriac GOMBÉ-APONDZA et Rolph Cyrille OKOMBI.....357

V. VARIA

L'hérédité royale chez les Francs : de l'usurpation à la filiation (721-987)

Comoé Fulbert ETTIEN, Assoumou Gilbert EKOU.....375

ÉDITORIAL

Dans peu de jours, l'année 2023 va baisser ses rideaux pour lever de nouveau et dévoiler une nouvelle année. Mais comme l'année précédente, celle-ci s'achève dans un climat cysogène d'une géopolitique mondiale fortement perturbée par la guerre en Ukraine et celle qui, depuis peu, oppose l'État israélien au Hamas, sans oublier le terrorisme sahélien et la guerre qui martyrise les populations de l'Est de la République démocratique du Congo depuis plusieurs années. Pour l'ensemble de ces crises, la position de l'Afrique demeure marginale, floue, parfois même ambiguë, en raison des difficultés pour ses dirigeants à tenir collectivement tête à leurs homologues occidentaux et, finalement, à imposer une position unique de l'Afrique face aux problématiques cruciales du monde actuel. En fait, les difficultés de l'Afrique sont du dedans et du dehors : elles s'inscrivent dans un registre conjoncturel, structurel et systémique interne et externe. C'est une réalité triste qui contraste avec celle de l'Afrique d'il y a plusieurs millénaires ; cette Afrique qui fut la tête de pont dans plusieurs domaines vitaux de l'humanité. Ainsi, l'Afrique donne l'image d'un oiseau aux ailes brisées, incapable de prendre son envol. Pourtant, le pessimisme n'est pas permis. Les problèmes de l'Afrique d'hier et d'aujourd'hui doivent constituer des mythes d'appui capables de nourrir des imaginaires d'une nouvelle « gouvernamentalité » africaine compatible avec les besoins des citoyens.

Dans ce nouveau numéro de NTELA de décembre 2023, la quête d'une meilleure image que l'Afrique doit renvoyer au monde s'inscrit en termes d'identité et de synthèse d'idées. De tous les textes reçus à la suite de l'appel à contribution lancé en juillet dernier, dix-huit ont été sélectionnés sur la base de leur originalité et du respect du protocole de présentation des textes élaborés par le CURA pour sa revue. Il est vrai que dans leur grande majorité, ces contributions obéissent à des problématiques africaines, et qu'elles viennent d'horizons institutionnels, scientifiques et géographiques (Côte d'Ivoire, Gabon, Burkina Faso, Cameroun, Congo) divers, conformément à la philosophie de NTELA qui encourage le dialogue des sciences, dans une logique inter et pluridisciplinaire. Mais, de façon exceptionnelle, la revue a ouvert une rubrique varia afin d'étendre les analyses et les réflexions scientifiques vers d'autres espaces que le destin avait placé sur la trajectoire du courant fécondant de l'histoire africaine. Un article

ouvre cette rubrique qui en recevra certainement un peu plus dans les numéros à venir. C'est peut-être une promesse !

Les dix-sept textes restants s'intéressent à l'Afrique. Ils proposent une lecture pour un attirail « société et culture » qu'il faut entendre comme deux maillons d'un langage permettant l'identification d'autres secteurs d'analyse. Ainsi, ces articles sont regroupés en quatre rubriques suivantes :

- Histoire-Géographie : 4 textes ;
- Philosophie-Psychologie : 6 textes ;
- Sociologie-Anthropologie : 4 textes ;
- Sciences de l'éducation-Sciences du langage : 3 textes.

Certes chacun des articles composant ce numéro aborde une problématique spécifique, mais ils montrent tous une forme de résilience face à des caricatures qui, autrefois, falsifiaient l'histoire africaine. Par synecdoque, les auteurs de ces textes ont fait judicieusement le choix de se ranger derrière la vision des premiers panafricanistes qui, tout en assumant le passé de l'Afrique, présentaient le caractère original des sociétés qui incarnaient son destin, dans un œcuménisme idéologique qui a toujours fait la beauté de l'humanisme. D'une part, l'on peut dire que l'Afrique actuelle est héréditaire de certaines influences positives d'un lointain passé, influences qui guidaient et orientaient la pensée collective. D'autre part, elle est confrontée à une modernité agaçante, de plus en plus en contradiction avec les valeurs culturelles authentiques, spécifiques, voire identitaires. Cette opposition qui s'accroît chaque jour constitue objectivement un terreau qui enrichit le champ de réflexion des scientifiques, ainsi que l'on peut le voir implicitement dans certains textes réunis dans ce numéro. Donc, chaque réflexion scientifique se nourrit à l'aune de nouvelles intuitions et du dynamisme des mutations socioculturelles en cours sous le continent.

Vérité non absolue, certes, mais vérité tout de même. C'est cette idée que l'on garde comme conviction intellectuelle et paradigme, au moment où l'on s'apprête à entrer dans une nouvelle année. En félicitant chaque contributeur à ce numéro pour le sens aiguisé des analyses proposées, ainsi que l'équipe du comité de rédaction qui a réalisé un travail de fourmis pour son succès, nous souhaitons d'ores et déjà nos meilleurs vœux à toutes et à tous pour l'année 2024.

Pr. Jean Félix YEKOKA
Directeur de publication

III. SOCIOLOGIE-ANTHROPOLOGIE

Production cacaoyère en Côte d'Ivoire : entre paupérisation et résilience des cacaoculteurs de Bouaflé et Méagui

Yao François KOUAKOU*

Konan Séverin MLAN**

Affouda Abel ADJET***

Résumé

La cacaoculture, expérimentée pour la première fois dans la partie orientale de la Côte d'Ivoire à la fin du XIX^e siècle, s'est imposée aujourd'hui comme la première culture agricole faisant vivre plus de huit millions de personnes grâce à ses revenus. Par ailleurs, depuis des décennies, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao. Cependant, la production cacaoyère n'a toujours pas été stable et les cacaoculteurs vivent une situation économique moins reluisante. Ce présent travail convoque l'approche quantitative et qualitative pour le recueil des données. Il a pour objectif de montrer à la fois la paupérisation et la résilience des cacaoculteurs des localités de Bouaflé et de Méagui situées respectivement au Centre-ouest et Sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Des résultats obtenus, il ressort que différentes menaces qui planent sur la culture du cacao associées aux difficultés dans la filière elle-même, expliquent la paupérisation des producteurs qui se maintiennent dans l'activité par des formes de résiliences.

Mots-clés : cacao ; cacaoculteur ; paupérisation ; résilience ; Côte d'Ivoire

Abstract

Cocoa farming, experimented in the eastern part of Côte d'Ivoire in the 19th century for the first time, has established itself today as the leading agricultural crop supporting more than eight million people through its income. Furthermore, for decades, Ivory Coast has been the world's

* Maître Assistant, Université Jean Lorougnon Guédé / E-mail: frankouakou@hotmail.fr

** Maître de Conférence, Université Jean Lorougnon Guédé / E-mail: mlanseverin@yahoo.fr

*** Laboratoire Pierre PAGNEY, Climat, Eau, Ecosystème et Développement (LACEEDE), Université d'Abomey-Calavi (République du Bénin, (PhD) / E-mail: ouaspeter@yahoo.fr

leading producer of cocoa. However, cocoa production has still not been stable and cocoa farmers live in a less favorable economic situation. This present work, which combines the quantitative and qualitative approach for data collection, aims to show both the impoverishment and the resilience of cocoa farmers in the localities of Bouaflé and Méagui located respectively in the Center-West and South-West of the Ivory Coast. From the results obtained, it appears that various threats looming over cocoa cultivation associated with difficulties in the sector itself, explain the impoverishment of producers who remain in the activity through forms of resilience.

Keywords: cocoa; cocoa farmer; impoverishment; resilience; Ivory Coast

Introduction

Qu'apporte le cacao au corps humain ? *A priori*, on peut dire que le cacao est riche en antioxydants avec le Zinc et le Cuivre qui ont des propriétés contre le vieillissement (C. Conan, 2021, p. 2). En plus, il contient de l'énergie, des protéines, des glucides, des lipides, des fibres alimentaires, du Calcium, de nombreuses vitamines qui permettent aux consommateurs de lutter contre diverses pathologies.

Suivant l'Agence Belge de Développement "Trade for Development Centre", « le cacao représente le troisième marché alimentaire mondial, avec un montant annuel des échanges estimé à environ 10 milliards de dollars » (BCEAO, 2014, p. 5). Au niveau de l'UEMOA, le cacao constitue le principal produit de base exporté par les États membres au nombre desquels figurent le Togo, le Ghana et, surtout, la Côte d'Ivoire.

Depuis la décennie 1970, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial du cacao. La production de fèves de cacao de ce pays s'élève en moyenne à 1,4 million de tonnes sur les dix dernières années (BCEAO, 2014, p. 5). Par ailleurs, la production de Côte d'Ivoire a continué de croître jusqu'à atteindre les 2 millions tonnes lors de la campagne 2016-2017 (ICCO, 2015. P. 7). Cette production représente un peu plus de 32% des parts du marché mondial. Si les recettes d'exportation en dépendent environ pour un tiers, ce produit contribue à environ 20% à la formation de la richesse nationale. De plus, environ un quart de la population ivoirienne dépend de la culture du cacao, soit environ 6 millions de personnes et emploie directement près de 600.000

Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...
planteurs. Voilà pourquoi on dit que cette filière est la mamelle de l'économie ivoirienne. Déjà en 1988, le binôme café-cacao faisait vivre 4,8 millions de ruraux, et plus de 2,5 millions d'hectares en zone forestière en étaient cultivés (B. Losch, 1994, p. 139). Selon le Ministère de l'agriculture de la Côte d'Ivoire (2008), les principales zones de production cacaoyère en Côte d'Ivoire sont : Soubré (329 359 tonnes), San Pedro (239 402 tonnes), Divo (129 120 tonnes), Issia (79 979 tonnes), Daloa (75 787 tonnes), Abengourou (54 185 tonnes), Sinfra (37 000 tonnes), Aboisso (34 758 tonnes), Tiassalé (20 794 tonnes).

Ainsi, « l'excédent de stabilisation a représenté environ 50 % du budget spécial d'investissement de l'État jusqu'au milieu des années 1980. Entre 1970 et 1988, c'est un total de 700 milliards de FCFA qui a été injecté dans d'autres secteurs de l'économie, via les projets de développement régional et des sociétés publiques ou parapubliques » (E. Léonard, 1997, p. 204).

En dépit des atouts énergétiques, protéiniques et donc nutritifs, la transformation autant que la consommation de fèves de cacao est très infirme en Côte d'Ivoire. Pire, le secteur du cacao se trouve, de plus en plus, sous des menaces ou difficultés à la fois structurelles que conjoncturelles. La libéralisation qui intervient au début des années 2000 n'inverse pas la tendance.

Aussi, les conditions de vie de ces milliers de cacaoculteurs sont-elles des plus précaires et continuelles que F. Ruf et A. Tanoh (2009, p. 345) et K. Kouadio (2014, p. 85) l'ont appréhendées comme une « malédiction », même si elle touche presque tous les pays producteurs. Sur ce, J. M. Ela (1990) croit savoir que la marginalisation structurelle organisée par l'État vise à la fois à clientéliser et conférer d'énormes avantages financiers et sociaux à l'élite dirigeante, abandonnant l'agriculteur à son propre sort, par, entre autres, une absence de subventionnement adéquats du monde agricole.

Cette étude compréhensive et descriptive vise à s'appesantir sur la longue crise qui secoue le secteur du cacao en révélant un espoir de résilience. En clair, elle souligne un effort d'ouverture de nouveaux fronts de production cacaoyère (après saturation des anciens fronts pionniers) et de reconversion culturelle des cacaoculteurs en vue de faire face à une paupérisation continue. Tout ceci aux antipodes de la difficile diversification des revenus en Côte d'Ivoire sur laquelle F. Ruf et A. Tanoh (2009) nous invitaient.

En effet, malgré le fait que la Côte occupe le premier rang mondial de producteur de cacao, la situation socioéconomique des producteurs ivoiriens reste problématique. Ils tentent ainsi de s'adapter face à plusieurs solutions qui s'offrent à eux.

L'hypothèse qui sous-tend cette étude est celle de la reconversion culturelle des cacaoculteurs et de l'ouverture de nouveaux fronts de création de nouveaux vergers justifiées par la paupérisation continuelle de ces derniers.

Après la présentation de la méthodologie, l'étude s'articulera autour (i) des résultats qui invitent aux menaces, les désillusions et tourmentes de nouvelles générations, les facteurs de la paupérisation des cacaoculteurs, le questionnement sur une possible résilience et (ii) la discussion qui questionne la validité de nos résultats par rapport aux études antérieures sur la question.

1. Méthodologie

1.1. Terrain d'étude

Les enquêtes se sont déroulées dans les départements de Bouaflé et de Méagui en Côte d'Ivoire.

Le département de Bouaflé est situé dans la Région de la Marahoué au Centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Bouaflé qui est également le Chef-lieu de Région est situé à 60 km de Yamoussoukro, la capitale politique et à 320 kilomètres d'Abidjan, la capitale économique. Le département de Bouaflé a une superficie de 4222,48 km² pour une population de 300305 habitants, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2021 (INS, 2021).

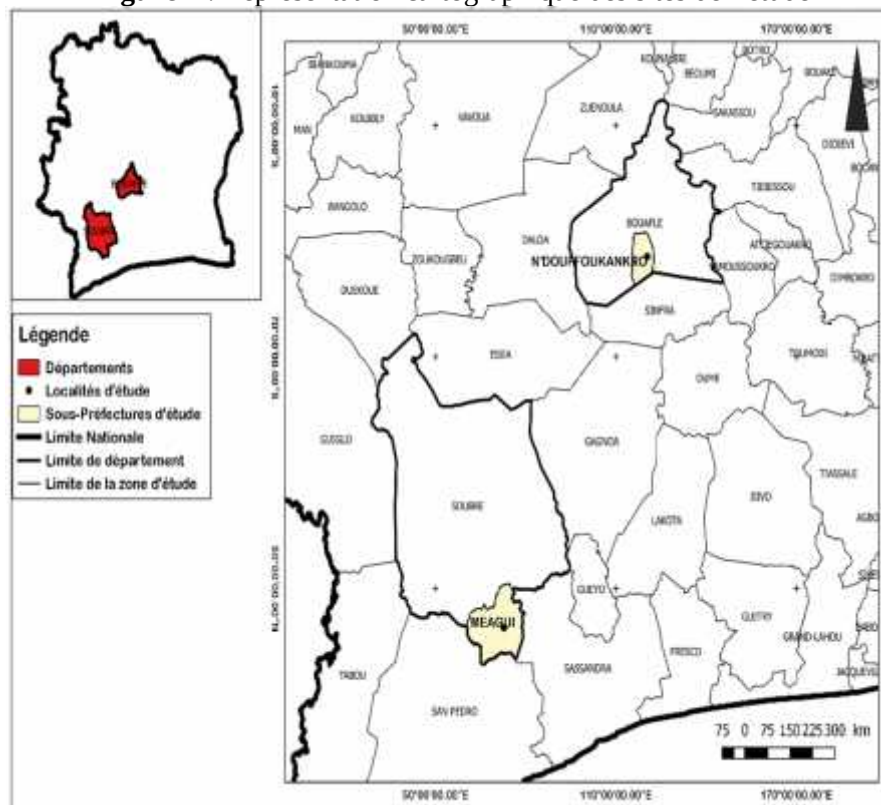
Ce département est limité à l'Est par le département de Yamoussoukro, à l'Ouest par le département de Daloa, au Nord par le département de Zuénoula et au Sud par le département de Sinfra. Il est composé de sept sous-préfectures dont N'douffoukankro, l'une des localités où s'est déroulée l'étude.

En revanche, le département de Méagui est quant à lui situé dans la Région de la Nawa au Sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Méagui qui est également le Chef-lieu de Sous-préfecture est situé à environ 254 km de Yamoussoukro, la capitale politique, à 362 kilomètres d'Abidjan, la capitale économique et à 71 km de San Pedro la capitale du district du Bas-Sassandra. Le département de Méagui couvre une superficie de 3500 km² pour une population de 132294 habitants selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2021 (INS,

Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...
2021). Ce département est composé de trois Sous-préfectures dont
Méagui lui-même qui est le Chef-lieu de la Sous-préfecture.

Le choix de Bouaflé et de Méagui se justifie par le fait que ces deux zones font partie des derniers fronts pionniers. Ci-dessous la cartographie des sites de l'étude.

Figure 1 : Représentation cartographique des sites de l'étude



Source : BNETD, 2018

1.2. Population d'étude et échantillonnage

Les entretiens ont eu lieu auprès des Directeurs régionaux de l'Agriculture et du Développement rural, des Chefs de zone de l'ANADER (Agence Nationale d'Appui au Développement Rural), des Superviseurs du Conseil Café Cacao, des Responsables de coopératives. De plus, des producteurs des deux Sous-préfectures ont pu être enquêtés. La technique d'échantillonnage utilisée dans cette étude est l'échantillonnage à choix raisonné portant sur des catégories d'individus à interroger et préalablement définies.

Au total, notre échantillon comprend 169 enquêtés répartis comme suit :

Tableau 1 : échantillon d'enquête

Catégories d'individus enquêtées	Taille de l'échantillon
Acteurs institutionnels	6
Responsables de Coopératives cacaoyères	4
Cacaoculteurs	159
TOTAL	169

Source : Y. Kouakou, S. Mlan et A. Adjjet, novembre 2022

1.3. Outils de recueil et d'analyse des données

Les données recueillies ont été obtenues à l'aide des entretiens semi-directifs individuels et du questionnaire. Les entretiens semi-directifs ont été fait avec les acteurs institutionnels et les Responsables de coopératives. Le questionnaire a été administré aux producteurs.

Les données collectées ont été soumises à un traitement mixte. En effet, l'analyse de contenu a été retenue pour les données qualitatives, et le dépouillement informatique a été mobilisé pour les données quantitatives à partir d'Excel.

2. Résultats

2.1. Les menaces apparentes et insidieuses sur la cacaoculture

Un double standard de menaces s'est structuré. D'une part, l'on observe des menaces qui sont apparemment perceptibles, visibles ou physiques. Dans les départements de Bouaflé et de Méagui, les attaques de cacaoyers par les maladies sont perçues par tous les acteurs comme la véritable menace sur le devenir de la cacaoculture. L'essentiel des attaques est attribué à la maladie du *Swollen Shoot* ou encore aux gonflements des rameaux, une maladie virale qui attaque le cacaoyer et qui est transmise par des cochenilles farineuse de la famille des *Pseudococcidae*.

Chez tous les paysans des deux zones à l'étude, le *Swollen Shoot* est vu comme le principal ennemi commun aux plantes de cacao. Pour Ahou (héritière d'une plantation de son père à N'douffoukankro (Bouaflé) : « le *Swollen Shoot* est plus qu'un cancer : il a blanchi les écorces de tous les cacaoyers des 25 ha de mon père. Tout est mort et me voici pauvre aujourd'hui ».

Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...

Le mal est profond : « *dans une plantation d'un hectare, une vingtaine de pieds seulement peuvent échapper aux attaques et résister* », conclut-elle.

Au-delà, le pourrissement des cabosses des cacaoyers apparaît comme l'une des attaques virales très connues chez les paysans des domaines du cacaoyer. Ici, le mal est plus prononcé à Méagui qu'à Bouaflé. À Méagui, la pourriture brune entraîne de lourdes pertes de fèves de cacaoyers. La maladie sévit donc avec la forte humidité. Elle attaque les cabosses, formées ou encore petites, et entraîne le pourrissement sur la cabosse comme à l'intérieur. Si la cacaoculture se développe mieux dans une zone à forte pluviométrie, il nous semble être plus une maladie découlant de l'humidité qu'une véritable attaque virale. La preuve, en période de saison sèche le plus souvent, la pourriture est moins constatée. *A priori*, les pertes sont quelques peu compensées par les récoltes qui s'échelonnent presque sur toute l'année, alors que dans les zones moyennement pluvieuses, la pourriture est certes moindre mais les récoltes sont fichées à une période (novembre à janvier).

Ces menaces décrites apparaissent à la fois biologiques et naturelles. Les réponses n'ont toujours pas été adaptées et efficaces. Au contraire, elles créent le désarroi et la pauvreté.

D'autre part, les menaces insidieuses, d'origine humaine ou issues de l'action de l'homme sur la nature interpellent de plus en plus les acteurs qui sont en première ligne de ces actions. Quelles sont alors les menaces que l'on peut qualifier d'insidieuses, à même de complexifier le devenir ou obscurcir l'avenir de la cacaoculture, dans un pays qui en dépend ?

La dimension prégnante à l'image de serres de rapaces des menaces insidieuses ou d'origine humaine est fortement ressentie par les paysans cacaoculteurs, quelle que soit la zone de production. Certaines de ces menaces sont dites insidieuses puisque ceux qui l'ordonnent sont conscients de leurs effets dégradants sur les cacaoculteurs, mais ils le font quand même.

Le premier type de serre oppressant et menaçant la filière est bien le mauvais achat du prix bord champ du cacao. En dehors de la période allant de 2008 à 2010, le prix du kilogramme de cacao payé effectivement n'a pas encore été satisfaisant. Les cacaoculteurs de Méagui sont du reste plus frappé par cette forme d'injustice étatisée mais quelque fois mondialisée que ceux de Bouaflé. La pluviométrie

étant plus abondante à Méagui, les routes qui ne sont d'ailleurs pas bien entretenues accroissent le problème. Dans ce département, la récolte est précoce (de juillet à octobre). Or, à cette période de l'année, c'est la saison des pluies. Les routes sont, soit coupées par le débordement des rivières, soit engorgées d'eau. Personne ou presque ne respecte le prix bord champ fixé par l'État, au regard des difficultés liées à la qualité des routes. Celui qui brave ces mauvaises routes se donne le droit d'acheter le cacao au prix qui défie sa témérité. Interlocuteur du village de Touadji 2 (Méagui), T. Koffi témoigne : *« En 1990, Mao, un acheteur de cacao, venu de Duekoué jusqu'à chez nous, a choisi de payer à 125 francs le kilo le cacao de mon père. Les 9 sacs ont fait 69 000 francs. Comment mon père pouvait assurer les frais d'entretiens (travailleurs, lutte contre les insectes, etc.) de la plantation ? En 2012, par manque de moyen, il a, donné une partie de la plantation en garantie pour ses soins de santé ».*

La campagne ne réjouit donc pas ces paysans, car ils vivent un double martyr : celui de la pluie et du faible prix du kilogramme de fèves séchées et triées.

Et comme si cela ne suffit pas, les achats se font le plus souvent à crédit. Ces propos de Yao à N'douffoukankro (Bouaflé) l'attestent bien : *« dans les années 1989-90, les planteurs ont dénoncé l'achat par crédit : l'acheteur prend les produits et ne revient souvent plus. Depuis près de 10 ans, le phénomène est de retour. Depuis 3 ans, des planteurs attendent toujours l'argent de leur cacao avec des acheteurs escrocs. Cette année encore (en référence à 2022), des gens ont donné leur cacao à crédit à des acheteurs. On souffre trop » !*

Ces propos décrivent un échec de la politique d'achat du cacao par la création de coopératives initiée au temps du Parti-État. À Méagui par exemple, les pisteurs ont fait leur mue en transformant leurs affaires en coopératives d'achat. Ils pullulent partout, offrant du cash aux paysans appauvris, héritiers souvent mal préparés, ne sachant que faire.

En fait, le prix bord champ traduit un système de prédation internationale et nationale. Comme la plupart des produits tropicaux, ce sont bien les pays développés qui se donnent le droit de fixer le prix de la tonne de la fève du cacao, à partir des marchés mondiaux. On vous citera le prix du cacao sur les marchés des bourses de Londres, de New-York, etc. La prédation est grossière du fait qu'un groupe d'acteurs investit dans une spéculation, et à la production, c'est celui qui se fiche

Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...
de la quantité de travail fourni, qui se donne le droit de fixer le prix d'achat de la spéculation. Quelle domination !

Au début des années 2010, l'on a assisté à la colère des producteurs de lait français qui déversaient leurs productions au sol, en raison des prix qu'ils considéraient comme non rémunérateurs. En quelques jours, le gouvernement s'est saisi de ce problème, et des ajustements de prix ont été opérés.

Mais, pour le cacao comme c'est le cas pour l'essentiel des matières premières, c'est le statu quo. Ce n'est pas la volonté du Président Houphouët Boigny qui suffit. À la 8^e conférence franco-africaine tenue à Kinshasa en 1981, le Président Ivoirien d'alors s'indignait auprès du président français, François Mitterrand, de la chute de plus de 80 % des cours du café et du cacao. Mais, rien n'y fit !

Pire, le clientélisme étatique qui s'est érigé depuis des lustres à travers l'accaparement par les élites politiques de la manne du cacao, le prélèvement de taxes et autres droits par l'État détournent des cacaoculteurs et intermédiaires l'essentiel du prix fixé par les marchés mondiaux. Comment les choses pouvaient être autrement quand on sait que la manne du cacao est la principale source de revenu dans le pays, et qu'elle est indispensable pour les programmes de développement et autres appuis budgétaires ? À posteriori, l'État sait que lorsque le prix bord champ n'est pas rémunérateur, cela expose la filière à un détournement vers d'autres spéculations. Mais, la manne du cacao est trop stratégique ! Serait-ce là une politique des dirigeants politiques pour réduire à la fois le poids de l'homme sur la forêt et la production nationale du cacao afin de jouer sur les prix mondiaux ?

Infortune d'infortunes, il s'en suit, comme si cela ne suffisait pas, une succession de pillage des recettes du cacao dans le système de libéralisation de la filière, accentuant l'accaparement de la filière par des élites nationales (publiques comme privées) et internationales.

Plante ombrophile, le cacao exige pour son développement, des conditions climatiques humides. Les hauteurs pluviométriques annuelles doivent atteindre au minimum 1200 à 1500 mm, avec un nombre limité de jours secs (Y. Brou et al., 2003, p. 17). Or, la Côte d'Ivoire, comme l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest, connaît une forte variabilité climatique qui se manifeste par une modification du régime des précipitations et par une diminution des hauteurs annuelles de pluie. La diminution de pluie et le réchauffement récurrent de la température exposent donc les cacaoyers à la mort.

Au demeurant, la dégradation des sols se présente comme une conséquence du réchauffement du sol, la non maîtrise du système cultural et écologique de la cacaoculture, le manque de formation des paysans, travaillant avec peu d'encadrement et de subvention.

Ce second ordre de menaces, d'origine humaine, doit être perçu comme plus dangereux, plus agressif puisqu'un ensemble d'acteurs sont connus comme des fautifs non naturels, mais ils continuent à sévir ou à être soutenus dans leurs besognes. Comme quoi, le monopole de l'État n'est ni précaire, ni à sous-estimer !

2.2. La cacaoculture dans la tourmente des générations

Le changement de génération est naturel. Depuis les décennies 1930-40, les générations se sont succédées. Mais, celles des années 2000 et après contrastent avec celles d'avant. Dans les deux zones à l'étude, on note :

- la disparition totale de la forêt, le facteur principal de création des cacaoyères ;
- le vieillissement et la mort de cacaoyers dans divers endroits des plantations ;
- la pléthoricité d'héritiers par famille, au regard de femmes et maîtresses par homme ayant créé de cacaoyères ;
- le fort analphabétisme au nombre de la génération actuelle ;
- l'insécurité alimentaire, relativement au blocage foncier qui ne permet pas d'avoir de l'espace pour y faire des vivres.

Les planteurs « héritiers » font donc face au défi de cohésion à l'intérieur des familles, entre enfants du même père qu'entre ceux de mères différentes. Il est vrai que quelques-uns migrent vers les villes, quand d'autres essaient de reproduire le défi de peuplement de nouveaux fronts de cacaoyers à Séguéla, Kani, Toubá, et même dans les pays voisins comme la Guinée et le Libéria. Au sein des différentes familles de cacaoculteurs enquêtées, il a été signalé 5 et 10 membres, respectivement à Bouaflé et Méagui, qui sont allés sur de nouveaux fronts de colonisation cacaoyère à Kani, Toubá et en Guinée, les derniers fronts de création de cacaoyers. Là encore, les défis de la sécheresse, des feux de brousse et des dégâts aux cultures, du fait de pâture de bœufs, incitent à des retours dans les zones de départ.

Subséquemment, l'accumulation des difficultés liées aux facteurs de production, de coexistence, de sécurité alimentaire, de scolarisation, de dotation de l'habitat en énergie mettent les générations actuelles dans

Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...
une tourmente. Les déviances s'enchainent avec la consommation de la drogue. À Bouaflé, comme cela est bien accentué à Méagui, l'essentiel des paysans commence à céder les terres reçues en héritage aux pisteurs Burkinabè, après les mises en gage à répétition, suivant le Chef de la communauté Baoulé de Méagui,

2.3. Les facteurs de la paupérisation et son impact sur les cacaoculteurs

Le contexte de crise du cacao depuis la fin des années 1970 engendre ce qu'il est convenu d'appeler « la crise des cacaoculteurs ». A cet effet, de Méagui (Sud-ouest) à Bouaflé (Centre-ouest), les indicateurs sociaux, qui s'entrevoient à travers l'éducation, la santé, les routes, la nutrition, l'habitat et l'égalité entre les sexes, décrivent une forte aggravation des mauvaises conditions de vie des cacaoculteurs. Ces conditions de vie dégradante sont consécutives à la pauvreté des sols, à l'épuisement de la rente forestière locale et aux charges d'exploitation.

2.3.1. Pauvreté des sols et épuisement de la rente forestière locale

Une terre fertile produit une récolte abondante. Si cette propriété est conservée année après année, le sol cultural sera une source de richesse pour son propriétaire. Pour que la capacité à produire se perpétue, le sol a besoin de se recharger en produits nutritifs pour compenser ceux absorbés par les plantes. La pauvreté ou l'infertilité d'un sol est consécutive à la surexploitation du sol qui entraîne du coup une réduction de la production tant des cultures pérennes que vivrières. Dans les deux zones d'enquête et de culture du cacao, la pauvreté des sols est en partie à l'origine de la baisse de la production cacaoyère et de l'insécurité alimentaire.

L'infertilité du sol peut être due également à la texture du sol lui-même. Toutefois, dans le cas de cette étude, les enquêtés ont lié l'infertilité ou la pauvreté de leur sol cultural à sa surexploitation. Cela peut être perçue à travers le tableau ci-après.

Tableau 2 : Année d'exploitation du sol cultural

Nombre d'année d'exploitation du sol cultural	Nombre cité	(%)
[1-5 ans]	0	0
[6-10 ans [	0	0
[11-20 ans [	7	4,40
[21-30 ans [	21	13,21
[31-40 ans [	58	36,48

Plus de 40 ans	73	45,91
TOTAL	159	100

Source : Y. Kouakou, S. Mlan et A. Adjet, novembre 2022

À l'observation du tableau 2, il ressort que sur 159 cacaoculteurs enquêtés, la totalité exploite des terres depuis plus de 10 ans. De façon précise, 7 cacaoculteurs, soit 4,40 % ont affirmé exploiter la même parcelle de terre depuis plus de 10 ans. 21 cacaoculteurs, soit 13,21% ont affirmé cultiver le même sol depuis plus de 20 ans. 58 cacaoculteurs (36,48%) ont quant à eux révélé qu'ils exploitent leur parcelle de terre depuis plus de 30 ans. La dernière catégorie de cacaoculteurs qui représente 45,91% (73 cacaoculteurs), a affirmé cultiver le sol sur lequel est planté les cacaoyers depuis plus de 40 ans.

Des données recueillies sur le terrain, la même parcelle de terre qui est cultivée depuis plusieurs années sert également de surface de culture pour des plantations d'ignames, de maïs, de banane, de manioc et parfois de riz pluvial. Cette surexploitation de la même surface de terre conduit inéluctablement à l'appauvrir et donc à faire baisser la production pour ce qui est déjà pratiqué comme culture et à rendre difficile ou impossible le renouvellement. Ainsi, la production cacaoyère des paysans baissant, leur revenu également baisse. Cela est révélé à travers les propos ci-après de K. Y, cacaoculteur de Méagui :

J'ai 15 hectares de cacao que j'ai cultivé depuis 1974 (48 ans). Au départ, je récoltais 10 à 12 tonnes par an. Cela me faisait avoir beaucoup d'argent. Même jusqu'en 2000, ma plantation produisait beaucoup. Et puis après les pieds de cacaoyers ont commencé à ne plus donner. Après encore, les pieds de cacaoyers ont commencé à mourir et je n'arrivais plus à produire même 2 tonnes. J'ai commencé à renouveler la plantation, toujours avec du cacao mais c'est difficile. Rien n'évolue. Le sol est devenu pauvre. Je ne gagne plus rien et chaque année ça devient plus difficile avec les nombreuses dépenses de la famille. On achète sac de riz, aubergine, igname et manioc comme les gens de la ville. Nous planteurs de cacao aujourd'hui, nous sommes devenus pauvres avec le sol qui est devenu pauvre.

L'infertilité des sols constitue aujourd'hui un frein à l'optimisation du rendement et du renouvellement des cacaoyers. Situation qui conduit à une paupérisation continue des cacaoculteurs.

Par ailleurs, à cette situation de pauvreté des sols s'ajoute l'épuisement de la rente forestière locale. En effet, le modèle de production du cacao à caractère extensif d'alors a eu des répercussions

Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...
sur la disponibilité de la rente forestière locale. La disponibilité forestière se faisant rare pour une savanisation désormais des régions, les cacaoculteurs ne pourront plus étendre leur plantation ou en créer de nouvelles. Ainsi, la baisse de la production ou du rendement consécutive au vieillissement des vergers va induire une charge d'exploitation, continuant d'amenuiser les finances des cacaoculteurs.

2.3.2. Les charges d'exploitation : un dévoreur des finances des cacaoculteurs

L'un des facteurs de la paupérisation continue indiquée par les cacaoculteurs de Bouaflé et Méagui est l'ensemble des charges pour entretenir leurs différentes plantations ou pour garder en vie les cacaoyers. Ces dépenses regroupées sous le vocable de charges d'exploitation comprennent à la fois les charges liées aux intrants et les charges liées à la main d'œuvre.

En effet, dans un contexte d'infertilité des sols et de changement climatique, les vergers sont exposés au risque de vieillissement accéléré et parfois à certaines maladies qui concourent à faire baisser les rendements ou la productivité. Pour pallier ce fait, il faut une capitalisation en travail ou en intrant.

Selon les enquêtes, le développement des premières plantations de cacao s'est fait par l'appui de la main d'œuvre migrante abondante et bon marché jusqu'aux années 1990. Toujours selon eux, après cette époque, la main d'œuvre a commencé à se faire rare et à devenir plus coûteuse. Pour entretenir donc les plantations, les cacaoculteurs devraient s'appuyer sur une main d'œuvre familiale qui, elle également, fera défaut avec la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école. Les rares travailleurs (manœuvres) qui se présentaient avaient des prix parfois hors de portée de beaucoup de cacaoculteurs.

Tableau 3 : Comparaison du coût de la main d'œuvre de 1965 à 2020

Période	1965-1980	1980-2000	Depuis 2000
6 mois	60 000 F CFA	80 000 F CFA	Type de contrat inexistant
12 mois	130 000 F CFA	180 000 F CFA	300 000 F CFA

Source : Y. Kouakou, S. Mlan et A. Adjet, novembre 2022

À l'observation de l'évolution du coût de la main d'œuvre (tableau 3) des travailleurs appelés communément manœuvres, il est devenu plus difficile pour un cacaoculteur en situation de baisse de rendement d'en employer. Le travail annuel qui était de 130 000f CFA jusqu'en

1980 est plafonné aujourd'hui à 300 000 f CFA, soit une augmentation de 43,33%. Combien de cacaoculteurs qui pourront prendre le risque d'employer de la main d'œuvre annuelle ? ou combien pourront continuer d'assurer d'autres charges après l'emploi et le paiement d'une main d'œuvre si coûteuse ?

Par ailleurs, dans le contexte de baisse de rendement, une capitalisation par l'utilisation des intrants permet de résoudre le problème. Ainsi, les cacaoculteurs, déjà rendus vulnérables économiquement par la baisse de rendement et du non-respect du prix d'achat bord champ sont amenés à investir dans l'achat d'intrants tels l'engrais, les pesticides contre les ravageurs de cultures pour maintenir un entretien régulier des vergers. Cela constitue pour eux un passage obligé pour continuer à vivre du cacao. Toute chose qui continue à les maintenir dans une situation de paupérisation continuelle. C'est d'ailleurs ce qu'explique I. B, cacaoculteur de Bouaflé en ces termes :

Le planteur de cacao de maintenant ne peut plus avoir de l'argent. Tout ce qu'il gagne dans la vente de son cacao s'en va en même temps. Il doit acheter engrais. Il doit acheter les produits pour pomper le champ. Il doit acheter les produits pour pomper les mauvaises herbes. C'est comme si on travaille pour ne rien avoir. À la fin, nous-même on se demande si on n'est pas maudit.

Afin de maintenir un entretien régulier des vergers, les cacaoculteurs doivent respecter un calendrier de quatre pompages dont deux dans les mois de juillet et août et les deux autres en décembre et janvier. Le respect de ce calendrier de pompage permet d'éliminer les virus et agents pathogènes responsables des maladies des vergers. D'où un investissement régulier dans les produits d'entretien qui affecte continuellement les revenus des cacaoculteurs. Face à cette situation qualifiée de « malédiction » du Cacao par F. Ruf et A Tanoh (2009), l'on est en droit de se demander s'il y a une possible résilience des cacaoculteurs ?

3. Résilience des cacaoculteurs

Afin de survivre face aux contraintes économiques, environnementales et politiques, les cacaoculteurs font preuve d'une capacité à se réorganiser. Ils ont en effet adapté leur système de production par l'association culturelle et la production d'activités nouvelles.

Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...

3.1. Ouverture de nouveaux fronts de création de nouveaux vergers

Avec le vieillissement des cacaoyers consécutif ou non à l'infertilité des sols, les planteurs migrent vers de nouveaux fronts pour la création de nouveaux vergers. En effet, face aux particularités biologiques spécifiques du cacaoyer qui fait qu'il s'adapte difficilement à la baisse de la fertilité organique et hydrique et à la disparition du couvert forestier, les efforts de replantation sont parfois plus coûteux en termes monétaire et de main d'œuvre. Avec le vieillissement des vergers, les cacaoculteurs font face à des surcoûts liés à l'apparition d'une végétation adventice et de parasites spécifiques à la culture du cacaoyer. Le renouvellement donc de la plantation induit un effort financier parfois considérable. Les dires suivants de K.K, cacaoculture de Bouaflé l'attestent bien :

Quand on était arrivé au début (1974), où il y avait encore la forêt, on ne souffrait pas pour faire un champ de cacao. On nettoyait, on faisait champ d'ignames, on semait les grains de cacao et en trois ou quatre ans on avait un champ de cacao. Même grain de cacao lapé par des écureuils qui tombait par terre poussait et donnait des cabosses. Mais aujourd'hui, tu vas semer grain de cacao, tu vas faire des pépinières et planter. Tu vas renouveler chaque année sur dix ans, tu n'auras pas un hectare complet de cacao. Donc certains frères abandonnent ou laissent la terre à quelqu'un d'autre pour aller chercher forêt ailleurs et faire de nouveaux champs de cacao

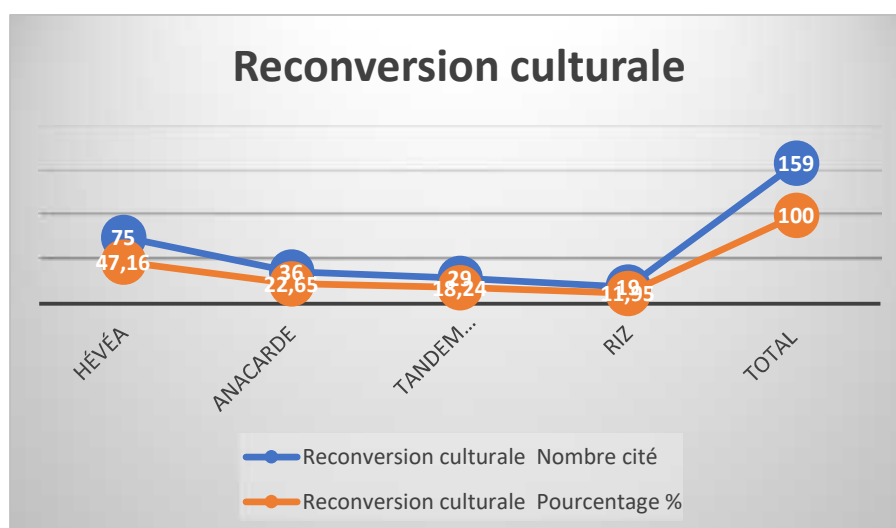
Ainsi, avec la disparition de la rente forestière couplée de la pauvreté des sols, plutôt que d'investir dans une replantation, des cacaoculteurs de la première génération ou de la deuxième ont tendance à se déplacer vers de nouvelles terres arables ou de nouvelles zones forestières pour créer de nos vergers. Sur le terrain, des enquêtés nous ont révélé être déjà allés à Guiglo, Duekoué, Séguéla et jusqu'à la frontière libérienne pour rechercher des terres arables et créer de nouvelles plantations cacaoyères quand ils refusent la reconversion culturelle.

3.2. Reconversion culturelle et le tandem cacaoyers-anacardiers

Face aux contraintes environnementales, économiques et politiques, les cacaoculteurs font preuve d'une adaptabilité à travers une reconversion culturelle et /ou par la pratique du tandem cacaoyers-anacardiers. En effet, les stratégies des producteurs sont modelées en fonction des risques auxquels ils sont exposés.

Des données de terrain, la première attitude de résilience des cacaoculteurs de Bouaflé et de Méagui face à la dégradation de leur condition économique est la reconversion culturelle par la création de vergers d'hévéa et d'anacardiers en lieu et place des parties non productives des plantations et par la pratique du tandem cacaoyers-anacardiers et par la production de riz dans les « écosystèmes secondaires ». La figure ci-dessous exprime le taux de pourcentage de la reconversion culturelle des 159 cacaoculteurs enquêtés de notre échantillon.

Graphique 1 : reconversion culturelle des cacaoculteurs de Bouaflé et Méagui



Source : Y. Kouakou, S. Mlan et A. Adjet, novembre 2022

À l'analyse du graphique 1, sur les 159 cacaoculteurs enquêtés, 75 soit 47% disent s'être reconvertis dans l'hévéaculture. 36 soit 22,65% des enquêtés se sont reconvertis dans l'anacardiers quand 18% (29 cacaoculteurs) sont dans l'association cacaoyers-anacardiers. Le dernier groupe qui représente 11,95% (19 enquêtés) s'adonne à la culture du riz comme stratégie de reconversion culturelle chez les cacaoculteurs.

Au final, les régions de Bouaflé et de Méagui ont été également des premières zones cacaoyères touchées par la maladie du *swollen shoot* qui a décimé des centaines d'hectares de cacao dès les années 1990. Dans cette période, la progression de la mortalité des cacaoyers a été en partie à l'origine de la diversification de l'assolement en plantant de l'hévéa, de l'anacarde ou à la fois du cacaoyer et de l'anacardiers.

4. Discussion

Cette étude qui avait pour objectif de présenter une analyse compréhensive et descriptive autour des difficultés dans la filière cacao, de la paupérisation continuelle des cacaoculteurs et des formes de résiliences de ces derniers a conjugué une approche mixte dans la collecte de données auprès d'acteurs en lien avec la cacaoculture. Soulignant la longue crise qui secoue le secteur du cacao, l'étude révèle l'effort d'ouverture de nouveaux fronts de production cacaoyère et de reconversion culturelle. Des données de terrain, il ressort qu'à Bouaflé comme à Méagui, des menaces sur la filière cacao sont perceptibles. La première de ces menaces est la maladie du *swollen shoot* où jusqu'à présent l'abattage des cacaoyers reste l'unique moyen de lutte. À cet effet, le *swollen shoot* demeure la première menace pour la filière cacao en général et le premier facteur de décapitation des finances des cacaoculteurs. Dans un rapport (ICCO, 2015), le *swollen shoot* représente l'une des maladies virales du cacao dont les conséquences économiques sont les plus importantes avec 30 à 40 % des pestes post-récoltes. Dans les zones les plus favorables à la maladie, les pertes peuvent atteindre jusqu'à 80 % de la récolte. La seconde menace révélée par les données de terrain et qui est également confirmée par les données de l'étude de E. Léonard (1997), demeure le mauvais achat du prix bord champ du cacao. En effet, selon les cacaoculteurs de Bouaflé et de Méagui, ils restent frappés par une forme d'injustice liée au non-respect du prix d'achat bord champ pour laquelle ils restent impuissants. Face à l'impraticabilité des routes durant la campagne cacaoyère qui s'ouvre à la grande saison des pluies, des acheteurs qui bravent l'état de ces routes, achètent le plus souvent le cacao par déduction de leur effort fourni.

Quant aux facteurs de paupérisation des cacaoculteurs, les données de terrain ont révélé une infertilité du sol, un épuisement de la rente forestière locale et des charges d'exploitation devenues trop élevées. En effet, pour s'autosuffire en alimentation, les cacaoculteurs cultivent sur les mêmes surfaces et durant plusieurs années, diverses cultures dont le cacaoyer, l'igname, le bananier et parfois le taro et le maïs. Cette pratique qui ne laisse aucun répit à la terre l'appauvrit en éléments nutritifs. Pour compenser donc ce fait et maintenir un certain niveau de productivité, les cacaoculteurs investissent dans différents intrants. C'est à cette conclusion également qu'arrivent A. Tano (2012) et K. Kouadio (2014), lorsqu'ils affirment qu'après plusieurs tentatives

infructueuses des cacaoculteurs de faire rebondir leur production, ils ont fini par miser sur l'utilisation de l'engrais et en particulier l'engrais foliaire en premier et l'engrais granulés en second pour espérer ainsi reconstituer l'appareil végétatif des cacaoyers. L'achat d'engrais ajouté aux pesticides pour l'entretien des cabosses de cacao et les herbicides pour lutter contre les mauvaises herbes constituent un surcoût financier pour les cacaoculteurs dont la production décroît d'année en année.

Pour s'adapter donc à la nouvelle donne, différentes stratégies sont développées par les cacaoculteurs pour continuer à se maintenir dans une agriculture parfois familiale ou héritée de la première génération. L'ouverture de nouveaux fronts de création de vergers et la reconversion culturelle sont les attitudes de résilience adoptées par les cacaoculteurs de Bouaflé et de Méagui. Avec l'épuisement de la rente forestière locale, les fronts pionniers moins productifs sont délaissés à un membre de la famille pour une nouvelle "aventure cacaoyère" dans la zone forestière ouest de la Côte d'Ivoire. Comme le mentionne Y. Brou (2009), plutôt que de prendre en charge un verger sénescant, où la productivité du travail était devenue faible, ou de se lancer dans une opération coûteuse et hasardeuse de replantation, les générations suivantes ont tendance à se déplacer vers de nouvelles terres forestières, porteuses de rente différentielle, et à entamer un nouveau cycle pionnier.

La migration a ainsi constitué le mode de reproduction privilégié des exploitations. Cette logique a notamment conduit à l'émergence d'une classe de planteurs « cumulateurs », généralement Baoulé, qui ont suivi le déplacement géographique des foyers de production cacaoyère depuis le Centre-Est en direction du Sud-Ouest, jusqu'à butter sur la frontière libérienne (Y. Affou et A.Tano, 1992 ; P. Léna, 1979). Lorsque cette aventure n'est pas tentée, c'est une reconversion culturelle qui est pratiquée à travers l'hévéaculture, l'anacardier, l'association cacaoyers-anacardiers et la culture de riz. Résultats également validés par les travaux de A. Tano (2012). Pour cet auteur, qui a travaillé sur la cacaoculture dans la zone de Bouaflé affirme que fin 2017, 20% des producteurs de cacao s'étaient déjà reconvertis dans une monoculture d'anacardiers en remplacement de l'ancienne monoculture de cacaoyers condamnée par la sécheresse, l'infertilité des sols et le *swollen shoot*. Et plus tard, à l'idée de revenir aux cacaoyers, des cacaoculteurs ont réintroduire des cacaoyers sous les anacardiers, qui protègent les jeunes plants de cacaoyers de remplacement. Et tout

Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...
récemment avec le cacaoyer et l'hévéa. Ne sachant quelle culture va réussir, les cacaoculteurs associent provisoirement deux cultures et procèdent à des choix quelques années plus tard. De ce qui précède et pour ne pas perdre la place de premier pays producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire doit :

- relever à 70% le prix d'achat bord champ ;
- encourager la transformation locale du cacao par les producteurs eux-mêmes ;
- mettre en place une communication "agressive" pour la consommation locale de tous les produits du cacao ;
- favoriser et encourager la technique de recépage des pieds du cacao qui avait déjà été expérimentée dans les localités de Soubré et Méagui (Sud-ouest de la Côte d'Ivoire).

Conclusion

L'étude sur la production cacaoyère en Côte d'Ivoire a mis en exergue la paupérisation continue et la résilience des cacaoculteurs dans les départements de Bouaflé et Méagui. Elle a fait ressortir, qu'en dépit des menaces apparentes et insidieuses sur la cacaoculture, de l'infertilité des sols et des charges d'exploitations, qui conduit à maintenir les cacaoculteurs dans une situation de paupérisation continue, ceux-ci ont développé des attitudes de survie. Ce sont l'ouverture de nouveaux fronts de création de nouveaux vergers et la reconversion culturelle. Le *swollen shoot* qui a décimé de nombreux hectares de cacaoyers et qui, jusqu'à présent n'a pas trouvé de traitement est venu rajouter une couche supplémentaire à la situation économique précaire des cacaoculteurs avec le non-respect des prix d'achat bord champ de leur production. Aussi, cette étude établit-elle le lien entre l'infertilité des sols et les charges d'exploitation des anciennes plantations. Au terme de la durée de vie productive des vergers, leur renouvellement se heurte à un ensemble de contraintes qui dévore l'économie des cacaoculteurs. Ces coûts sont d'autant plus élevés que pour s'adapter, ces derniers sont obligés de se reconvertir dans d'autres cultures ou de migrer pour créer de nouvelles plantations. Avec la raréfaction foncière et les particularités biologiques du cacaoyer, qui en font une culture spécifiquement pionnière, s'adaptant mal à la baisse de la fertilité organique et hydrique qui accompagne la disparition de l'environnement forestier, serait-il pas opportun d'ouvrir le débat du devenir dans deux décennies du cacao, mamelle de l'économie ivoirienne ?

Références bibliographiques

- AFFOU Yapi et Tano Kouakou, 1992, *Migration rurale et dynamique socioéconomique*. De la Boucle du Cacao au Sud-Ouest ivoirien, CIRESAISA-Orstom, Abidjan, 36 p.
- ASSIRI Alexis, 2009, « Les caractéristiques agronomiques des verges de cacaoyer en Côte d'Ivoire », *Journal of Animal & Plant Sciences*, vol. 2 issue 1, p. 105-117.
- BCEAO, 2014, *Etude monographique sur la filière cacao dans l'UEMOA*, BCEAO, 28 p.
- BROU Yao, AKINDES Francis et BIGOT Sylvain, 2005, « La variabilité climatique en Côte d'Ivoire : entre perceptions sociales et réponses agricoles », *Cahiers d'études et de recherches francophones / Agricultures* Vol. 14, n°6, novembre-décembre, Étude originale, p.533-540.
- BROU Yao, 2009, « Impacts des modifications bioclimatiques et de l'amenuisement des terres forestières dans les paysanneries ivoiriennes : Quelles solutions pour une agriculture durable en Côte d'Ivoire », *Cuadernos Geograficos*, n°45, pp.13-29.
- CHAUVEAU Jean-Pierre, 1997, « Stratégies des agriculteurs africains au raisonnement stratégique : Histoire, usages et remise en question d'un concept pluri-disciplinaire », in *Blanc-Pamard et Boutrais (Coord.), Thème et variations, nouvelles recherches au Sud*, Orstom, Paris, p.179-217.
- CONAN Christ, 2021, *Le Cacao, Passeport santé Nutrition*, <https://www.passeportsante.net/fr/Nutrition/EncyclopedieAliments/Fiche.aspx?doc=cacao#>
- ICCO, 2009, Rapport annuel 2008-2009, Organisation internationale du cacao, Londres, [En ligne], disponible sur le World Wide Web : http://www.icco.org/pdf/An_report/AnnualReport20082009.pdf, consulté le 20 janvier 2010.
- DECOUDRAS Pierre-Marie, 1997, *À la recherche des logiques paysannes*, Karthala, 150 p.
- DUFUMIER Marc, 2015, *Le sol, la terre et les champs : pour retrouver une agriculture saine*, <https://www.amazon.fr/sol-terre-champs-retrouver-agriculture/dp/2869853262/ref>.
- KOUADIO Kouassi Kan, 2014, « Persistance de la pauvreté en zone cacaoyère ivoirienne : cas de la sous-préfecture d'Amelekia », *Revue ivoirienne anthropologie et sociologie*, n° 24, EDUCI.

- Y.F. KOUAKOU, S. MLAN, A. ADJET : Production cacaoyère en ...
- LENA Phillipe, 1979, *Transformation de l'espace rural dans le front pionnier du Sud-Ouest ivoirien*, thèse de troisième cycle de l'Université de Paris-X, 345 p.
- LEONARD Éric, 1997, « Crise écologique, crise économique, crise d'un modèle d'exploitation agricole : Ajustement et recomposition sociale sur les anciens fronts pionniers ivoiriens », KARTHALA-ORSTOM, p. 393-413.
- LOSCH Bart, 1994, « La relève incertaine de la régulation étatique dans les filières café et cacao en Côte-d'Ivoire », *GIDIS-C1-Orstom*, p.134-143.
- RUF François, 1991, « Les crises cacaoyères. La malédiction des âges d'or ? », *Cahiers d'études africaines*, vol. 31, n°121-122, p83-134.
- RUF François, 2009, « Libéralisation, cycles politiques et cycles du cacao : le décalage historique Côte d'Ivoire-Ghana », *Cahiers Agriculture* Vol. 18, n°4, juillet-août, p. 343-349.
- TANO Assi Maxime, 2012, *Crise cacaoyère et stratégies des producteurs de la sous-préfecture de Meadji au sud-ouest ivoirien, Économies et finances*, Université Toulouse II. Thèse de Doctorat. 263 p
- TANO Assi Maxime, 2008, « Crise cacaoyère et stratégies de survie des producteurs : le cas des Bakwé dans le Sud-Ouest ivoirien », *Les Cahiers d'Outre-Mer, Revue de Géographie de Bordeaux* Vol. LXI, n° 243, p.323-338.

NTELA N° 06, Juillet – Décembre 2023

Dans ce nouveau numéro de NTELA de décembre 2023, la quête d'une meilleure image que l'Afrique doit renvoyer au monde s'inscrit en termes d'identité et de synthèse d'idées. De tous les textes reçus à la suite de l'appel à contribution lancé en juillet dernier, dix-huit ont été sélectionnés sur la base de leur originalité et du respect du protocole de présentation des textes élaborés par le CURA pour sa revue. Il est vrai que dans leur grande majorité, ces contributions obéissent à des problématiques africaines, et qu'elles viennent d'horizons institutionnels, scientifiques et géographiques (Côte d'Ivoire, Gabon, Burkina Faso, Cameroun, Congo) divers, conformément à la philosophie de NTELA qui encourage le dialogue des sciences, dans une logique inter et pluridisciplinaire. Mais, de façon exceptionnelle, la revue a ouvert une rubrique varia afin d'étendre les analyses et les réflexions scientifiques vers d'autres espaces que le destin avait placé sur la trajectoire du courant fécondant de l'histoire africaine. Un article ouvre cette rubrique qui en recevra certainement un peu plus dans les numéros à venir. C'est peut-être une promesse !

Les dix-sept textes restants s'intéressent à l'Afrique. Ils proposent une lecture pour un attirail « société et culture » qu'il faut entendre comme deux maillons d'un langage permettant l'identification d'autres secteurs d'analyse.

Contributeurs : Comoé Fulbert Ettien, Florent Malanda-Konzo, Lucien Epimi Guia, Pierre Hubert Mfoutou, Konan Séverin Mlan, Célestine Koumba, Lassina Kone, Joël Mahan, Guy-Roger Cyriac Gombé-Apondza, Stéphane William Mehyong, Amana Toyo Dasimwai, Christian Maliki, Jeannine Scarlett Moussavou Moundouga, Yao François Kouakou, Rolph Cyrille Okombi, Assoumou Gilbert Ekou, Gerdanie Murielle Louvet Nzoussi, Jacques Gervais Oula, Flore Loussakoumounou Née Diafouka Bitsoua, Affouda Abel Adjé, Vianney Davy Chrislain Kiabiya, Daniel Damaigue, Dasmané Mogmenga, Martin Massouangui-Kifouala, Madeleine Kabore, Séraphin Désiré Assamoi.

Infographie : Dreid Miché Kodja Manckessi

ISSN : 2789-3588